

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2012)
Heft: 1972

Artikel: Comment sortir de la crise?
Autor: Ghelfi, Jean-Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024694>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Comment sortir de la crise?

Jean-Pierre Ghelfi • 20 octobre 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/21782>

Même le FMI se met à douter des politiques d'austérité

Il est possible, probable même, que la zone euro parvienne à surmonter les difficultés les plus criantes de la crise financière dans laquelle elle est engoncée depuis 2010 (DP 1967⁷). Mais cela ne signifie pas encore qu'elle retrouvera rapidement un niveau de croissance suffisant pour réduire dans une proportion significative le niveau de chômage qui a pris des proportions alarmantes, surtout pour les nouvelles générations.

La faute en revient aux politiques d'austérité qui, conformes aux théories économiques libérales, devraient rétablir les équilibres budgétaires et rassurer les marchés financiers (DP 1954⁸).

Dans ce contexte, il faut prêter attention aux propos tenus depuis quelque temps par la directrice générale du FMI, Christine Lagarde. A plusieurs reprises, elle s'est située plutôt du côté des personnes qui disaient que la corde de l'austérité ne devait pas être tendue à l'excès et qu'il fallait aussi se soucier de la relance de la croissance. Ces propos sont un peu inattendus. En effet, depuis des décennies, le FMI s'est

toujours situé dans le camp de la rigueur budgétaire et de l'orthodoxie libérale.

L'explication sur l'évolution des propos de sa directrice générale tient probablement aux enseignements que le FMI tire d'une étude comparative de la manière dont six pays (Grande-Bretagne, Etats-Unis, Japon, Italie, Belgique et Canada) ont abordé les crises financières au cours du 20^e siècle. Ces études sont présentées au chapitre 3 des dernières *Perspectives économiques du FMI*⁹ (la traduction française n'est pas encore disponible).

De longue haleine

Le FMI examine les mesures prises par la Grande-Bretagne après la première guerre mondiale; par les Etats-Unis après la deuxième guerre mondiale; par le Japon après l'éclosion de la bulle financière et immobilière à la fin des années 1980; par l'Italie et par la Belgique pour remplir les critères leur permettant d'adopter l'euro et par le Canada pour réduire un endettement en forte croissance dans les années 1980.

Chacun de ces cas est particulier et se situe dans des contextes nationaux et internationaux différents. Ils montrent tous néanmoins

que les possibilités de rétablir l'équilibre budgétaire et de réduire le niveau d'endettement du pays (exprimé en pourcentage du produit national) sont des affaires de longue haleine et que l'austérité à tout prix n'est pas la solution.

Le cas le plus tragique, si l'on ose dire, est celui de la Grande-Bretagne qui ambitionna, au sortir de la première guerre mondiale, de rétablir la parité-or de la livre sterling au niveau qui était le sien avant 1914 et de réduire son niveau d'endettement qui représentait 130% du produit national de l'époque. Pour y parvenir, elle pratiqua une politique rigoureuse d'austérité budgétaire et la Banque centrale fixa les taux d'intérêt à 7%. Il en résulta un chômage très élevé qui déboucha sur une grève générale en 1926. La parité-or de la monnaie fut certes rétablie en 1925. Mais les exportations stagnèrent, tout comme la croissance économique. En 1928, la production réelle n'était pas supérieure à celle de 1918. La dette publique atteignit 170% du produit national en 1930, et l'étalon-or fut définitivement abandonné en 1931. En fait, il fallut attendre jusqu'en 1990 pour que le niveau de la dette publique anglaise atteigne la même proportion qu'avant la

première guerre mondiale. On comprend, soit dit en passant, qu'un tel contexte de stupidité financière, monétaire et économique, ait stimulé les réflexions de John Maynard Keynes!

L'indispensable croissance

On peut tirer des études du FMI quelques enseignements. Le passage d'un déficit budgétaire à un surplus prend beaucoup de temps (au moins une dizaine d'années); il nécessite une politique monétaire aussi accommodante que possible et la réduction de la proportion de la dette par rapport au produit national n'est pas possible sans croissance de l'économie.

Si l'on applique maintenant ces enseignements à la

situation actuelle de la zone euro, on mesure l'étendue des contradictions. La politique monétaire de la Banque centrale européenne est certes devenue très accommodante, mais pour le moment pratiquement sans effet sur les pays les plus endettés qui doivent continuer de payer des taux d'intérêt très élevés. Les mesures d'austérité sont si draconiennes qu'elles se traduisent par le recul du produit national, de sorte que l'endettement, au lieu de diminuer, croît en proportion. La dégradation de la situation économique se traduit par une augmentation du chômage qui suscite des réactions populaires de plus en plus vives. Enfin, comme le note le FMI, aucune sortie de crise n'est possible sans une politique de croissance

économique.

Pour l'ensemble des 17 pays membres de la zone euro, le taux de croissance ne cesse de fléchir. Le produit national de la zone a augmenté de 2,0% en 2010, de 1,4% en 2011 et a baissé de 0,4% cette année; la projection pour 2013 est un très maigre: +0,2%. Ce qui signifie que les pays les plus fragiles continueront vraisemblablement de s'enfoncer. Les données actuelles pointent donc vers une période prolongée de stagnation ou quasi-stagnation du produit national de la zone euro. Tout ceci est évidemment assez désespérant. Mais qui, parmi ses dirigeants, prendra connaissance de cette étude du FMI – et en tiendra compte?

Déchets radioactifs: pas de danger en Suisse

Invité: Laurent Ducommun • 22 octobre 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/21795>

Les dures réalités de la géologie...

Forage par ci, manif contre un transport de déchets radioactifs par là, document confidentiel «fuité»... La Suisse va-t-elle vraiment réaliser l'entreposage à long terme de déchets nucléaire dangereux?

Je suis un géologue et hydrogéologue défroqué, c'est-à-dire que, si je ne pratique plus le métier, je l'ai

exercé auparavant une quinzaine d'années. J'ai même conçu le logiciel de dessin pour représenter sur papier les résultats des premiers forages profonds (de plusieurs kilomètres chacun) de la Coopérative pour l'entreposage des déchets radioactifs (Cedra qui, suivant une mode manquant de tact pour les langues minoritaires lancée par la Caisse nationale d'assurance-accident - CNA désormais Suva -, veut se

faire appeler dans tout le pays par son acronyme allemand Nagra ²).

Partons des faits non contestés. La Suisse, comme tous les pays «nucléaires», doit trouver une solution ³ pour ses déchets hautement radioactifs; mais ça c'est la théorie... A part la région de Bâle-Ville qui est sur le Fossé rhénan, le reste de la Suisse appartient en totalité au Système alpin.